



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Regression,1717>

Régression

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2008 - N° 1090 - août-septembre 2008 -

Date de mise en ligne : dimanche 31 août 2008

Description :

Gérard-Henri Brissé dénonce l'impossibilité de continuer à financer les besoins de santé en prenant les salaires comme base des prélèvements.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le 1er janvier 2007, le quotidien Le Monde diffusait cet entrefilet : « La précision, apportée dans le bilan de l'État, ne manque pas de sel : la dette de l'État à l'égard des organismes de Sécurité Sociale s'élève à 5,257 milliards d'euros fin 2006 ». Suivait le détail de ces dettes, dont nous avons déjà fait écho.

Dans son édition du 20 juin 2008, le même quotidien annonçait que le déficit de la Sécurité sociale devrait atteindre 8,9 milliards d'euros en 2008.

Que s'est-il passé ?

Il est vrai que ses caisses sont vides. À cet égard, on est en pleine confusion, comme le révèle la Cour des comptes, qui se refuse à examiner ce budget.

Les malades sont-ils si dispendieux ? Ils sont les premiers concernés. Il va falloir les mettre dans le coup, en commençant par les plus gravement et durement atteints par des affections de longue durée (ALD). Il a été annoncé qu'au lieu d'être pris en charge à 100 %, ils ne le seront plus qu'à 35 %. Aux Mutuelles de s'occuper du reste, quitte pour elles, à augmenter leurs cotisations. La solidarité vraie est réduite aux acquêts !

De qui se moque-t-on ?

Cet étrange gouvernement a depuis lors fait machine arrière. Mais pour combien de temps ? Va-t-on longtemps encore faire subir ces décharges d'adrénaline à ces pauvres malades, qui n'ont d'autres perspectives que de se priver de « médicaments de confort destinés à soulager leur traitement déjà pénible ? » Travaillez plus pour cotisez plus, et mourez plus tôt !

On ferait mieux de nous dire franchement que ce qu'on veut c'est la disparition de l'actuelle Sécurité Sociale et son remplacement par un système d'assurances privées !

En vérité, et comme nous l'avons tant souligné, la nécessité s'imposera de changer de braquet : le budget de la Santé, qui est géré par la collectivité publique et que l'on veut absolument restreindre pour des raisons purement financières, ne fera qu'augmenter en raison, à la fois, du coût des nouvelles technologies et de l'évolution démographique. Ce qui n'empêche pas une saine gestion.

Les prélèvements étant fonction du travail, le système de santé subit les aléas de l'emploi. Or celui-ci, aujourd'hui, est fracassé, sous-rémunéré, 75 % des missions sont réduites à des contrats intérimaires, à temps partiel ou de courte durée. La relève de l'homme au travail par des machines, qui ne cotisent pas, a détricoté le système. Le principe des cotisations mesurées par le salaire ne peut plus être la référence universelle pour financer les besoins de santé.

Des économistes d'un autre âge s'acharnent à vouloir réduire le budget de la santé et de l'assistance sociale. On supprime des hôpitaux et des maternités dits de proximité, sous prétexte qu'ils ne s'avèrent plus rentables. Alors qu'au contraire, les dépenses à assurer ont une ampleur inégalée.

Ailleurs, d'autres services disparaissent : ici un bureau de poste [\[1\]](#), là des commerces de proximité, un marchand de légumes verts, une pharmacie, une laverie, etc. Et dans le même temps, on dit aux usagers qu'il faut raccourcir les distances pour faire des économies de carburant parce que le prix de l'essence augmente et que le gouvernement ne peut pas l'en empêcher !

C'est à n'y rien comprendre et le citoyen est complètement paumé il ne perçoit aucune logique dans l'action gouvernementale.

Il faut aller chercher l'argent où il est. Quoiqu'elles s'en défendent, les banques en sont le principal détenteur, sauf quand elles le dilapident en transactions boursières hasardeuses par leurs "traders" en mal de sensations fortes.

Seul, dans le système actuel, un prélèvement obligatoire sur tous les transferts bancaires peut toucher à la fois les revenus du travail, du capital, de la Bourse et le produit des stock-options, etc. Des simulations déjà anciennes ont montré que ce prélèvement serait indolore, mais terriblement efficace. En tout cas, il y aurait plus d'équité à le substituer à l'impôt sur le revenu car celui-ci cache, dans le plus grand désordre et sans espoir d'extinction, plus de 480 niches [\[2\]](#), sans compter les "niches" sociales !

C'est pourtant le seul moyen d'apporter à court terme de l'argent au budget de l'État, d'alléger les charges des entreprises, d'accroître sensiblement le pouvoir d'achat des ménages, salariés et retraités. Bien sûr les établissements bancaires et financiers crieront "au loup !", ils jureront leurs grands dieux (financiers) qu'ils manquent de liquidités en raison de la crise. Un gouvernement courageux devrait être sourd à ce langage-là. Car de l'argent il y en a. Mais il est fort mal réparti, c'est tout !

Ce message-là, l'opposition de gauche ne l'a pas plus compris que la droite au pouvoir. Ou bien elle n'a pas la volonté de l'intégrer à un programme de gouvernement. Ils se retrouveront tous le bec dans l'eau, avec les perspectives de déficits financiers toujours plus considérables, et avec en filigrane ces milliards d'euros qui partent

en fumée dans des manoeuvres spéculatives, dans les antres discrets des paradis fiscaux, du recyclage de l'argent sale du produit des trafics tels que la drogue, etc.

Pour occuper la galerie, les débats continueront à s'enliser dans des commissions sans fin et dans divers comités sur une Europe impossible à construire.

Aussi bien l'école distributiste animée par Marie-Louise Duboin, que les observateurs qui ne sont pas abrutis par les nouvelles méthodes de communication, tirent la sonnette d'alarme.

Mais c'est en vain !

Combien de temps encore durera ce naufrage d'un Titanic qui transporte à la fois les gens au pouvoir et ceux qui aspirent à leur succéder ?

[1] Poste qu'on est en train de transformer en société anonyme.

[2] Une enquête récente a montré qu'il existe 486 niches fiscales. Voir le paragraphe qui leur est consacré dans le fil des jours de M-L Duboin dans GR1088, p.3